



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

## **ARRÊTÉ**

Bureau de la réglementation  
et des élections

**Arrêté préfectoral de mise en demeure**

N° *DCL-BRENU-2023-086-4*

**Société Sobotram Transports et Logistique**

**Siège administratif :**

**SIRET : 45081007200014**

33 rue Paul Sabatier

71530 Crissey

**Site d'exploitation :**

23 - 33 rue Paul Sabatier

71530 Crissey

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 181-3, L. 514-5, L. 557-28, L. 557-53, L. 557-54 et R. 171-1 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ; et notamment l'article 5 qui prévoit que « l'exploitant réalise une formation pour l'ensemble du personnel des entreprises extérieures sur les risques de ses installations et la conduite à tenir en cas d'incident et d'accident » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-82-2 du 23 mars 2018 autorisant la société Transports Sobotram à exploiter un entrepôt à Crissey (71 530), rue Paul Sabatier ; et notamment l'article 8.4.1 qui prévoit que « l'exploitant réalise une étude technique et économique pour le maillage de son réseau incendie » ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement, référencé NB/NM/2023/M\_010, établi à la suite de l'inspection des installations effectuée le 5 décembre 2022 et transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier conformément aux dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de l'exploitant, formulées sur ce projet ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements,

opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que l'inspection des installations en date du 5 décembre 2022 a permis de constater que l'établissement ne réalise pas de formation pour l'ensemble du personnel des entreprises extérieures sur les risques de ses installations et la conduite à tenir en cas d'incident et d'accident ;

Considérant que l'inspection des installations en date du 5 décembre 2022 a permis de constater entre autres, que l'exploitant n'a pas réalisé l'étude technique et économique relative au maillage de son réseau incendie ;

Considérant que les éléments susmentionnés constituent un manquement aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 et de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mars 2018 susmentionnés ;

Considérant alors que la prévention des dangers et des inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, prévue à l'article L. 181-3 de ce même code n'est pas démontrée étant donné les constatations sus-listées ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-6, L. 171-8 I et L. 557-53 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Sobotram Transports et Logistique de respecter les prescriptions afférentes ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet**

La société Sobotram Transports et Logistique, dont l'exploitation est située à Crissey (71 530), rue Paul Sabatier, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions :

- de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2018 autorisant la société Transports Sobotram à exploiter un entrepôt à Crissey (71 530), rue Paul Sabatier.

### **Article 2 – Sanctions**

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration des délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8.

### **Article 3 – Mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de Crissey pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de Crissey .

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 4 – Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 5 – Exécution**

La Secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le Maire de la commune de Crissey, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie leur sera adressée.

Mâcon, le **27 MARS 2023**

Le préfet,

Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la  
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

